Les ministres, placés dans l'alternative ou de refuser cette vulgaire et commune justice ou de retirer leur bill Langevin, aimèrent mieux adopter ce dernier parti que de prendre une position franche et équitable envers les deux minorités.

Ils supprimèrent donc le bill Langevin, mais ils se rendirent en Angleterre et introduisirent dans l'acte de la Confédération la garantie qui doit protéger les protestants dans le Bas-Canada,—laissant les catholiques du Haut-Canada à la merci de la majorité protestante.

Le droit d'appel donné aux minorités appartient aux catholiques du Haut-Canada comme aux protestants du Bas-Canada. Sérieux et protecteur pour les protestants du Bas-Canada, c'est un mensonge et un leurre pour les catholiques du Haut-Canada. Les protestants peuvent sérieusement se plaindre à la Chambre Fédérale, composée pour les trois quarts de protestants; mais il est ridicule de vouloir forcer les catholiques à en appeler d'une décision rendue par une Chambre protestante à une autre Chambre également protestante.

Au reste, ma conduite politique n'a été un mystère pour personne; chaque fois que l'occasion s'en est présenté, j'ai hardiment exprimé mes opinions en parlement et hors du parlement. Il serait trop long d'entrer ici dans les détails des concessions qui ont été faites à l'élément anglais et protestant aux dépens des catholiques du Bas-Canada, dans le Bureau d'Education, dont M. Chauveau a été obligé d'abandonner la direction, pour faire place à un protestant, M. Miles. Je n'insisterai pas non plus sur la position d'infériorité des catholiques du Haut-Canada; Sur la position financière impossible où se trouve le gouvernement du Bas-Canada en face de dépenses considérables et d'un revenu insuffisant dont le déficit ne pourra être couvert que par la taxe directe. Lord Carnarvon, le ministre des colonies, en expliquant le projet de Confédération au parlement anglais, a dit en deux lignes: "Les provinces perdent leur droit de se faire des revenus par la taxe indirecte, et ne retiennent que celui d'imposer des taxes directes seules."

Et encore si le Parlement du Bas-Canada était sérieux, mais il n'a d'autres pouvoirs que ceux qui appartiennent à une municipa-